

Contre-proposition MCCC

Cette contre-proposition a pour but de proposer des Modalités de Contrôle de Connaissances et de Compétences qui permettent aux étudiant.e.s de passer des épreuves dans de bonnes conditions et qui respectent leurs droits.

Nos organisations ont retenu plusieurs points essentiels dans leur contre-proposition :

• UNE DIVERSIFICATION DES MODALITÉS DE CONTRÔLE DE CONNAISSANCES

Il est primordial d'évaluer les étudiant.-es en conservant un équilibre entre les épreuves évaluées en contrôle continu et d'autres en contrôle terminal. La pluralité des formes d'examens valorise la capacité des étudiant.es à s'adapter, à répondre à différents attendus, et ainsi, à être mieux préparé-es à tous types d'évaluations auxquelles ils ou elles pourraient être confronté-es dans la suite de leur parcours.

Le contrôle continu favorise le travail de groupe, l'appréhension de différents supports (oraux et écrits) mais également la recherche en autonomie là où le contrôle terminal stimule la mémoire et sollicite la capacité des étudiant.e.s à produire un devoir en temps limité. Nous considérons qu'il faut préserver la complémentarité des deux modes d'évaluation. La plupart des Modalités de Contrôle de Connaissances et de Compétences qui ont été soumises au vote priorisent majoritairement le contrôle continu intégral. Très peu de disciplines sont évaluées en contrôle terminal. Notamment, les étudiant-es en L2 Information-Communication Franco-allemand et Franco-Allemand (Weimar) sont principalement évalué-es via des dossiers à rendre et aucune épreuve n'est évaluée en contrôle terminal au semestre 3. Dans le cadre de la LLCER Anglais et de la LEA Anglais-Italien, toutes les épreuves sont en contrôle continu.

Le contrôle continu intégral défavorise les étudiant-es les plus précaires, comme les étudiant-es salarié-es, mais aussi les étudiant-es ayant des problèmes de santé. En effet, ces étudiant-es ne peuvent pas suivre intégralement les cours et sont désavantagé-es par rapport à leurs camarades. Le contrôle terminal favorise l'égalité des chances puisqu'il donne la possibilité à tout le monde de composer dans des conditions égales.

Il est indispensable que l'ensemble des composantes de l'Université Lyon 2 organisent au sein de leurs formations, des examens en contrôle terminal tout en conservant le contrôle continu pour l'évaluation de certaines disciplines.

• LA FIN DES EXAMENS EN DISTANCIEL

De plus, les étudiant-es doivent être évalué-es de façon équitable sans qu'ils ou elles subissent toutes formes de discrimination. Le fait que les licences et masters (hors licences FORSE) conservent des examens en distanciel est une condition discriminante qui désavantage les étudiant-es qui n'ont ni le matériel, ni l'espace de travail adéquat pour effectuer l'examen.

Il est essentiel de garantir des examens en présentiel, afin de permettre l'égalité entre les étudiant-es ainsi que de bonnes conditions d'évaluation. Le recours à des examens par la voie numérique creuse les inégalités entre les étudiant-es et favorise l'échec. Les examens évalués en distanciel doivent donc être fortement réduits afin que les conditions de vie et d'études soient prises en compte et pour permettre la réussite de toutes et tous.

- **L'ORGANISATION OBLIGATOIRE DE SESSIONS DE RATTRAPAGE EN MASTER**

Pour finir, l'ensemble des Master 2 en Droit, en Info-com et en Science de l'Éducation n'organisent pas de sessions de rattrapages ce qui ne permet pas, encore une fois, de garantir un droit à la réussite pour l'ensemble des étudiant-es.

Si l'arrêté licence de 2018 a permis de retirer le droit des étudiant-es au rattrapage, il est encore temps d'empêcher sa disparition totale. Il faut mettre en place une évaluation qui soit au service de la progression en garantissant le droit à la seconde chance. Cela passe par l'organisation obligatoire de sessions de rattrapage par l'université sans notes seuils pour y accéder. Ce droit n'est pas négociable que ce soit en licence ou en master. Il permet à tou-tes les étudiant-es, notamment celles et ceux qui sont dans des situations fragiles (précarité, problèmes familiaux, problème de santé), de jouir de leur droit à l'erreur, ce qui favorisera la réussite de tous et toutes.

La CFVU se doit d'être force de proposition et d'exiger la mise en place de sessions de rattrapage dans toutes les formations, à la fois pour assurer les missions qu'elle s'est fixée mais aussi pour garantir la réussite de l'ensemble des étudiant-es.

- **LE RETOUR DE LA COMPENSATION INTEGRALE ENTRE LES UE ET ENTRE LES SEMESTRES**

Les compensations sont essentielles pour garantir aux étudiant-es le droit à l'erreur sur une UE ou un semestre. Les supprimer, comme il est permis par le nouveau règlement général des études, est une attaque à ce droit. La CFVU doit porter le projet d'une université qui permet aux étudiant-es de compenser leurs difficultés ou un semestre difficile avec leurs points forts. Si on parle de la compensation comme un droit c'est parce qu'elle ne se limite pas à compenser des notes mais bien les inégalités matérielles entre les étudiant-es.

Pour ces différentes raisons, nous ne pensons pas que la remise en cause des rattrapages et des compensations ou bien la mise en place du distanciel découlent de préoccupations pédagogiques. A l'inverse, la remise en cause de ces droits découle de politiques qui visent à toujours faire plus d'économies sur l'ESR en sélectionnant et en dégradant nos conditions d'études. Ce pourquoi nous encourageons fortement la CFVU à se positionner sur ces questions afin de véritablement garantir le respect des droits des étudiant-es.